

Fred Goodwin, le banquier privé de son titre de noblesse

u Royaume-Uni, les titres nobiliaires demeurent une source irremplaçable de respectabilité, en particulier dans l'angle des affaires. En 2004, Fred Goodwin, alors directeur général de la Royal Bank of Scotland (RBS), avait été tout naturellement promu chevalier « pour ses services rendus à la nation ». Le 31 janvier, le premier ministre, David Cameron, a retiré à Fred Goodwin ce hochet qui lui avait été d'une réputation éternelle.

L'ampleur et la sévérité de la sanction de ses actions font de lui un cas exceptionnel : comme l'inventaire du Cabinet office, le secrétaire général du gouvernement. Il, qui avait dû démissionner de son poste à l'automne 2008 à la suite de l'effondrement et de la nationalisation quasi totale de la banque écossaise, paie aujourd'hui le prix de sa mégalomanie galopante et de son aveuglement. L'Etat avait dû renflouer l'investissement à hauteur de milliards de livres (54,23 milliards d'euros). Sur tout, après sa démission, le triste sire avait obtenu une retraite dorée à vie de 100 000 livres (783 300 euros) par an, réduite de moitié à la suite d'une levée de boucliers ayant pour cible sa cupidité.

« L'homme le plus détesté du monde » avait immédiatement trouvé du travail comme gestionnaire d'un bureau d'architecture connu d'Edimbourg. Entrepreneurs, la RBS a supprimé 100 emplois.

Malgré sa déchéance, sa décoration continuait d'inspirer l'admiration dans les salons de l'establishment écossais et sur les terrains de golf les plus huppés de la région. Après tout, si la liste

des récipiendaires est dressée par Downing Street, les titres sont toujours remis aux sujets méritants par la reine. Le prestige de la royauté leur donne une patine inimitable, un poli nul part pareil.

Gage de respectabilité
Comment expliquer autrement l'énorme écho rencontré par cette annulation ? L'ordre très honorable du Bain, l'ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-George ou l'ordre excellent de l'Empire britannique constituent un gage de respectabilité auprès du public et des acteurs économiques et sociaux. En outre, avoir sa table garantie à l'Ivy, le restaurant le plus branché de Londres, ou être surclassé par British Airways en première n'est pas si désagréable que cela.

Telle une fille du port, la City déploie d'ailleurs ses plus beaux atours pour attirer les heureux distingués à l'entretenu reconnu. Les banques adorent épinglez sur leurs rapports annuels la liste des pairs et des chevaliers du royaume siégeant à leur conseil d'administration. Et le rang importe à la clientèle, en particulier étrangère, asiatique, arabe ou russe. La preuve, les ex-directeurs de cabinet de la reine et du prince Charles, Lord Janvrin et Sir Michael Peat, ont été recrutés respectivement par la banque privée HSBC et un hedge fund après avoir quitté leur poste.

Les autorités sont déterminées à mettre à pas les financiers de haut vol. Après tout, les décorations honorent au moins autant ceux qui les remettent que ceux qui les reçoivent. ■

MARC ROCHE
(LONDRES, CORRESPONDANT)

Reportage Une délégation d'élus venus de communes françaises abritant un site nucléaire s'est rendue à proximité de la centrale japonaise pour observer les conséquences de la catastrophe. Un voyage dont ils ressortent ébranlés

A Fukushima, des maires français face à « l'ennemi invisible »



Site de stockage de substances radioactives de Minami-Soma, ville située à une vingtaine de kilomètres de la centrale nucléaire de Fukushima. THE YOMIURI SHIMBUN

Fukushima
Envoyé spécial

Quand je vois défiler ces magnifiques paysages de Fukushima aujourd'hui contaminés, je ne peux m'empêcher de penser à ma région et de m'interroger sur le devenir de ces territoires. » La remarque a fusé, empreinte d'une réelle émotion. Par la fenêtre du bus, l'adjoint au maire de Chinon (Indre-et-Loire), Yves Dauge, admire la nature généreuse du département de Fukushima. Des rizières au repos, d'immenses forêts, le tout sur fond de montagnes enneigées sous un soleil accroché dans un ciel sans nuages.

Une vraie carte postale qui séduit Yves Dauge comme les sept autres élus français venus passer quelques jours dans ce département du nord-est du

central et à écouter élus locaux et habitants, les visiteurs ont pris la mesure réelle d'un drame à l'origine de l'évacuation de plus de 100 000 habitants, d'une crise qui pourrait durer quarante ans et d'un coût évalué à 1151 milliards de yens (11,4 milliards d'euros). Le tout sans compter l'impact sur la santé de milliers de personnes, qui devrait être ressenti d'ici quelques années et le problème durable de la contamination radioactive.

Une situation qui n'incite guère à l'optimisme. L'adjointe au maire de Strasbourg, Françoise Buffet, pour qui les paysages de Fukushima évoquent les forêts des Vosges, déplore que l'environnement soit « aujourd'hui dangereux, interdit » par la présence massive des dépôts radioactifs. Ils atteignent parfois de tels niveaux qu'ils font réagir les dosimètres amenés par la délégation.

« Ce drame confirme l'importance de ne pas faire d'économies sur la sécurité et de maintenir les exploitants sous le statut de sociétés nationales ».
Michel Laurent
maire de Beaumont-Hague (Manche)

Japon. Avec un objectif : « Voir comment les autorités locales japonaises gèrent la crise nucléaire et ses conséquences. » Partant du constat que l'accident de mars 2011 à la centrale Fukushima Dai-ichi a marqué les esprits au Japon comme en France, Cités unies, organisation française de promotion des collectivités locales à l'international, et son équivalent japonais CLAIR ont organisé, du 12 au 14 janvier, ce voyage réservé à des élus de collectivités voisines de sites nucléaires, La Hague (Manche), Chinon ou encore Fessenheim (Haut-Rhin).

Quelques jours pour s'immerger dans un territoire marqué par le séisme et le tsunami du 11 mars 2011, et surtout par le pire accident nucléaire depuis Tchernobyl. Un drame d'une ampleur telle que Bertrand Gallet, directeur général de Cités unies, regrette que « les élus n'aient pas été plus nombreux à répondre à l'appel, tant ce voyage est instructif ».

Instructif et bouleversant. « Pour nous, ajoute Yves Dauge, ce voyage est un cas concret. Tout ce qui nous a été dit me perturbe beaucoup. A l'avenir, qui va vouloir s'installer ici ? Quelle entreprise va vouloir investir ? » Car, au fil de ces journées à arpenter l'un des plus vastes départements japonais, à contourner la zone interdite des 20 kilomètres établie autour de la

centrale et à écouter élus locaux et habitants, les visiteurs ont pris la mesure réelle d'un drame à l'origine de l'évacuation de plus de 100 000 habitants, d'une crise qui pourrait durer quarante ans et d'un coût évalué à 1151 milliards de yens (11,4 milliards d'euros). Le tout sans compter l'impact sur la santé de milliers de personnes, qui devrait être ressenti d'ici quelques années et le problème durable de la contamination radioactive.

Cette pollution radioactive a été baptisée d'« ennemi invisible » par Norio Kanno, le maire d'Iitate, village qui avait misé sur l'agriculture bio et qui se situe à l'intérieur des terres, à une quarantaine de kilomètres au nord-ouest de la centrale. Les 6 000 habitants ont dû l'évacuer, car il a eu la malchance de se trouver sur la route du nuage hautement radioactif émis dans les premiers jours de la crise. « Nous avons été victimes d'un caprice du vent », regrette Norio Kanno, rencontré à Iino, dans la banlieue de la ville de Fukushima, où se trouve désormais sa mairie.

Son émouvant témoignage a mis en évidence l'enjeu complexe de la décontamination, qui empêche aujourd'hui d'envisager le retour chez eux des habitants. « Un jour, juge Jacques Maugein, président de la commission locale d'information (CLI) sur le nucléaire en Gironde, le gouvernement japonais devra avoir le courage de reconnaître que la décontamination est une épreuve du temps. Il faudra au moins quarante ans pour un retour à la normale. »

De fait, a, par ailleurs, expliqué Ryo Iijichi, responsable de l'ONG On the Road et membre du secrétariat gouvernemental pour la reconstruction, « les efforts de décontamination ne donnent pas grand-chose ». Le vent et la pluie déplacent les dépôts radioactifs accumulés dans les forêts et sur les montagnes. Et la centrale accidentée continue de rejeter du césium, à 70 millions de becquerels par heure. Si bien qu'une zone « nettoyée » est à nouveau polluée en quelques jours.

Outre le problème de la contamination, qui pousse au départ des milliers d'habitants, le plus souvent jeunes, les élus français ont pu noter le profond sentiment d'abandon ressenti dans les jours qui ont suivi l'accident par les responsables rencontrés. Katsunobu Sakurai, mai-

re de Minami-Soma, ville côtière de 71 000 habitants, victime du tsunami et dont une partie se trouve dans la zone des 20 kilomètres, a évoqué « l'absence totale d'informations, de consignes, de ravitaillement. J'ai dû tout décider seul, notamment en matière d'évacuation ». Réaction de Jacques Maugein : « En France, c'est le préfet qui a normalement l'autorité pour décider une évacuation. Que devraient faire les élus s'il ne la décide pas ? »

« Les Japonais vivaient avec l'idée du zéro danger du nucléaire. Cet accident leur a prouvé l'inverse »
Françoise Buffet
adjointe au maire de Strasbourg

A la centrale aussi, les responsables se sont sentis bien seuls au moment du drame. Ce déficit de communication avec le siège tokyoïte de Tepco (compagnie d'électricité de Tokyo, propriétaire et opérateur de la centrale) fait dire à Jacques Maugein qu'aujourd'hui, en pareille situation, « EDF se serait comportée comme Tepco ».

Triste constat qui en amène un autre : « Les Japonais vivaient avec l'idée du zéro danger du nucléaire, note Françoise Buffet. Cet accident leur a prouvé l'inverse. » Elle se dit profondément marquée par le témoignage du maire d'Iitate. « Pour lui, le traumatisme, le choc violent du tsunami paraissent préférables au mal invisible et sans fin de la radioactivité. Car l'important dans ce genre de situation est de pouvoir reconstruire, ce que la nature du mal radioactif ne permet pas. »

Même les plus attachés au nucléaire paraissent ébranlés. Michel Laurent, ancien d'Areva, maire de Beaumont-Hague (Manche), commune voisine du chantier de l'EPR et où se trouve le centre de traitements des déchets de la Hague, clame l'importance de « toujours penser à l'impensable quand on s'intéresse aux risques d'accident ». « Ce drame confirme l'importance de ne pas faire d'économies sur la sécurité et de maintenir les exploitants sous le statut de sociétés nationales. »

Michel Laurent souhaite également des réponses sur les indemnisations. Pierre Gaillard, vice-président de la CLI auprès de la centrale de Golfech (Tarn-et-Garonne), veut rencontrer l'assureur d'EDF, ce qu'il n'a pas encore réussi à faire malgré plusieurs demandes. Il s'interroge également sur le déroulement des exercices réalisés tous les deux ans en France. « Est-ce que l'on peut exiger des chauffeurs de bus, des gendarmes ou des pompiers d'intervenir dans des milieux devenus aussi hostiles ? Avons-nous les moyens de garantir leur sécurité ? »

Certaines craintes s'expriment. Jacques Maugein rappelle que la centrale du Blayais (Gironde) a été inondée en 1999 et peut toujours l'être. « Que peuvent les protections mises en place contre la puissance de l'eau ? » Evoquant l'ancienneté de la centrale de Fessenheim et le fait qu'elle se trouve sous la menace des eaux du canal d'Alsace, Françoise Buffet rappelle que Strasbourg, comme plusieurs villes allemandes et suisses, en a demandé la fermeture, en vain.

Et, finalement, la question porte sur l'avenir du nucléaire, une technologie dont, constate Françoise Buffet, « nous ne maîtrisons pas l'ensemble du processus et qui peut avoir des conséquences désastreuses ». Pour Yves Dauge, c'est clair, aujourd'hui « il faut affirmer la nécessité de sortir du nucléaire ». « Cela doit être accompagné d'une réflexion sur la stratégie énergétique, précise-t-il. Mais c'est d'autant plus fondamental que le nucléaire devrait coûter de plus en plus cher. »

Il ne croyait pas si bien dire, comme l'a démontré le rapport de la Cour des comptes sur « Les coûts de la filière électronucléaire ». Dévoilé le 31 janvier, il soulignait les « grandes incertitudes » pesant sur ce secteur. ■

PHILIPPE MESMER

Les indégivrables Xavier Gorce

étapes de la réaction en chaîne...

Le nucléaire, c'est pas cher

Le nucléaire, ça n'est pas si cher

Le nucléaire, c'est cher mais ça vaut le coup

Le nucléaire, ça coûte la peau des fesses, mais on n'a plus le choix

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA
siège social : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 149 017 497 €. Actionnaire principal : Le Monde SA
100 boulevard Auguste-Blanqui, 75707 Paris Cedex 13 Tél. : 01-57-28-39-00
numéros par téléphone : de France 32-89
4 € TTC/min ; de l'étranger : (33) 1-76-26-32-89
sur Internet : www.lemonde.fr/abcjournal